

Publié le 28 octobre 2016

Les signaux alarmants qui annoncent un score record du FN

La météo sociale de ce mois d'octobre 2016 affiche une vague persistante de violences à l'encontre «de professions au service du bien public», analyse Guillaume Goubert dans [La Croix](#). D'un côté, la primaire de la droite et du centre partage l'espace médiatique avec les confidences pour le moins affligeantes du président Hollande à deux journalistes du *Monde*. De l'autre côté, la violence grandissante que subissent les professeurs, le personnel soignant des hôpitaux et les forces de l'ordre, bien que de plus en plus médiatisée, ne semble pas faire le contreponds médiatique. Quand les élections présidentielles approchent, le show politique l'emporte sur toute autre préoccupation.

L'école de tous les dangers

La liste des agressions depuis le début du mois a pourtant connu une gradation effrayante.

Jeudi 6 octobre, Mustapha Chelouah, le proviseur du lycée Louise Michel d'Épinay-sur-Seine en Seine-Saint-Denis a été attrapé par le cou par un élève qui refusait de retirer sa casquette dans l'enceinte de l'établissement, malgré plusieurs injonctions. Comme le rapporte [20 minutes](#), il s'agissait «d'un élève qui [venait] de la Mission de Lutte contre le Décrochage Scolaire», signe, s'il était besoin, de l'étendue de l'échec des réformes scolaires successives. Mais dans la suite de l'article, le proviseur affirme avoir pris contact, même avant son agression, avec une entreprise privée de sécurité. Le constat est très révélateur : pour être sécurisée, l'école a besoin d'une aide extérieure professionnelle, les structures pédagogiques ne garantissant pas suffisamment la sécurité des élèves et du personnel d'éducation. Mais dans ces villes de banlieues du 93, qui s'en étonne vraiment ? Selon un sondage IFOP – SOS Éducation mentionné par Jean-Paul Mongin dans [Le Huffington Post](#), «15% des enseignants ne se sentent pas en sécurité dans leur établissement, (...) 21% en Île-de-France.» Et «que pour une agression physique grave rapportée dans la presse, on compte des centaines d'insultes, de menaces, d'intimidations physiques ou verbales.»

Jeudi 13 octobre, un proviseur de lycée de Bobigny et son adjointe étaient sauvagement frappés par un élève de 15 ans, nouvellement scolarisé dans l'établissement et connu pour sa violence, qui n'aurait pas supporté qu'on lui reproche son retard, indique [L'Express](#). Résultats : fracture du coude pour le proviseur avec 45 jours d'ITT et fracture au visage pour son adjointe avec 21 jours d'ITT. Les proviseurs ne sont plus vus comme légitimes pour exercer l'autorité, pourtant la plus élémentaire sur un élève : tenue vestimentaire et ponctualité.

Vendredi 14 octobre, un professeur du lycée professionnel de Coubertin à Calais, qui venait d'exclure d'un atelier d'électricité deux élèves qui ne faisaient rien et qui risquaient un accident par leur inconduite, a été «coincé dans un angle de la salle» par les deux jeunes gens puis frappé à la

mâchoire par l'un d'eux, rapporte [La Voix du Nord](#). Le courageux enseignant de 59 ans, qui ne s'est pas laissé faire, a eu la mâchoire fracturée et plusieurs dents cassées sous la violence du coup asséné par son élève, situation qu'il n'aurait jamais imaginée il y a quelques années et qui le laisse abasourdi. La direction du lycée «s'est refusée à tout commentaire» et n'a visiblement pas rendu visite à l'enseignant hospitalisé : «Même pas le proviseur ou l'adjoint. Ils n'en ont rien à foutre du personnel» se désole-t-il. Mais les commentaires des élèves, disant qu'il était «trop gentil» et «souvent insulté par les élèves» pointent quant à eux le désaveu souvent idéologique de la fermeté dans l'exercice de l'autorité dans l'enseignement public, ce que les enseignants payent maintenant de leur personne au prix fort. D'autant plus que, selon ses pairs, l'élève agresseur «n'était pas spécialement violent». Et les parents ne s'y trompent pas. Ceux qui en ont les moyens privilégient toujours plus l'enseignement privé, qui a vu ses rangs augmenter de «17 630 élèves» par rapport à l'an dernier, révélait [Le Figaro](#).

Les professeurs ne peuvent plus exercer leur autorité

La liste ne s'arrête pas là. Lundi 17 octobre, la presse a rapporté pas moins de quatre nouvelles agressions. A Colomiers, un élève «décrit comme sans problème», précise [La Dépêche du Midi](#), a frappé son professeur d'EPS qui lui refusait la sortie du lycée par un passage interdit aux élèves. Un autre déni d'autorité, une autre violence physique sur un enseignant, une femme cette fois. A Strasbourg, au lycée Jean-Frédéric-Oberlin, «un professeur de mathématiques a été agressé par un individu qui s'est introduit dans sa salle de classe» et l'a frappé plusieurs fois au visage selon les [Dernières Nouvelles d'Alsace](#). L'enseignant a porté plainte et les contrôles à l'entrée de l'établissement ont été renforcés. L'établissement va-t-il devoir ici aussi s'adresser à une entreprise privée de sécurité ?

A Tremblay-en-France – ville qui annonce phonétiquement un inquiétant programme –, la femme proviseur du lycée professionnel Hélène-Boucher, qui tentait de raisonner des individus qui se livraient à des dégradations et des actes de violence devant l'entrée de l'établissement, a été légèrement blessée à la tête. Les assaillants ont lancé des cocktails Molotov sur la façade sans occasionner de dégâts. Mais lorsque les forces de l'ordre sont arrivées, c'étaient plus de 80 jeunes qui se sont mis à les attaquer notamment à coups de «mortiers artisanaux», révèle [France Bleu](#). Quelques jours plus tôt, ils étaient une trentaine munis de barres de fer à s'affronter devant le lycée. Pourtant, ces nouvelles hallucinantes sur la dose de violence des zones sensibles n'ont pas suscité tant de commentaires dans les médias, visiblement peu enclins à les analyser pour éviter de leur donner trop d'ampleur, voire de réalité. Mais il n'y a rien de plus têtu que le réel qui, même minimisé, finit toujours par rejaillir en force !

A Argenteuil, un professeur des écoles a été passé à tabac, sous les yeux choqués de ses jeunes élèves de CE2, par deux jeunes gens qui n'ont pas apprécié qu'il réprimande une élève : «Je suis en train de la gronder, je suis son maître». Ce à quoi ses agresseurs ont répondu : «Le seul maître, c'est Allah», en le traitant aussi de «raciste», indique [20minutes](#). Comme ailleurs, l'enseignant est dépouillé de toute autorité, de toute légitimité d'éducateur ; les agresseurs savent bien exploiter ce filon et aussi celui de l'antiracisme. Mais ceux-ci ne sont pas des anarchistes, non. Une autre autorité s'impose clairement, celle d'Allah à qui tous doivent soumission. Face à tant de certitude,

les enseignants du public peuvent-ils faire le poids ? Surtout quand on entend Manuel Valls expliquer dans son fief d'Évry que «l'islam est une part indissociable de nous-mêmes, de notre culture et désormais de nos racines» rapporte [Le Figaro](#), sans doute pour faire oublier les propos désobligeants du président Hollande à l'égard d'une part capitale de son électorat, comme le rappelle le réseau social musulman [Hallalbook](#) : «Les musulmans ont permis au parti socialiste de remporter les dernières élections présidentielles, 86% d'arabo-musulmans ont voté pour Hollande en 2012.» Si le chef du gouvernement qui refuse à la France ses racines chrétiennes absorbe si rapidement des racines islamiques, il est à parier que l'histoire va être de plus en plus difficile à enseigner dans certains lycées.

La police dans la rue au pire moment

Ajoutez à cela l'agression sauvage de soignants des [urgences de Tourcoing](#) le 15 octobre dernier et les violences répétées à l'encontre de la police, et vous vous retrouvez avec un climat social plus explosif que jamais. Les manifestations non autorisées de policiers qui se succèdent dans les rues de Paris sont un signal plus qu'alarmant. D'un côté, le ministre de l'Intérieur Bernard Cazeneuve utilise le nom dérisoire de «sauvageons» pour qualifier les criminels qui ont brûlé vif deux policiers à la Grande Borne, qui s'en sont sortis avec d'effroyables séquelles ; et de l'autre côté, il rappelle les policiers à leur code de déontologie qui leur interdit en France de manifester. Finalement, c'est sur ceux qui obéissent et qui servent que l'on veut faire preuve d'autorité et de fermeté, tandis que sont vite relaxés les casseurs de la loi travail, de Nuit Debout et autres dealers et délinquants familiers des services de police. Comme souvent, un coupable est tout désigné, le Front National, pour qui votent 56% des forces de police : «Nous avons vu sa patte dans les manifestations hors la loi qui se sont déroulées avec les forces de l'ordre» a cru bon de dénoncer Jean-Christophe Cambadélis dans [Marianne](#). Ainsi le péché contre l'esprit du vivre ensemble demeure encore, pour certains politiques en mal d'arguments, le vote FN et non le laxisme clientéliste «multiculturalisant» dont ils sont les chantres. Avec de telles idées réductrices, le Front National n'a pas vraiment besoin de faire campagne, les autres la font pour lui. La colère de la police n'est pas près de se calmer. Ni celle de la population, dont un récent sondage montre «la demande d'autorité, notamment dans les milieux populaires», devant la faillite de l'autorité dans tant de domaines cruciaux, révèle [Atlantico](#).

Certains comparent la période que nous vivons à l'année 1958, où 7 000 policiers avaient manifesté devant l'Assemblée Nationale et où le général De Gaulle était arrivé au pouvoir. D'autres pensent à mai 2002 qui avait vu Jean-Marie Le Pen au deuxième tour des présidentielles. Mais dans le premier cas, la France avait appelé à sa tête un chef éminemment charismatique et légitime que l'on peine à retrouver aujourd'hui ; et dans le deuxième cas, la comparaison ne tient pas non plus, car cela fait des mois que Marine Le Pen est assurée d'être présente au deuxième tour dans tous les cas de figure, avec 25 à 28% des suffrages. La question est plutôt de savoir quel nouveau record le Front National va atteindre.

Alix Verdet

Retrouvez cet article sur notre [site](#)